

Les partenaires sociaux inquiets pour l'après-CTTR

C'est un de ces moments rares qu'il convient de marquer d'une pierre blanche : tous les partenaires sociaux interrogés s'accordent à dire que la prolongation du CTTR est une bonne chose. L'Union des syndicats de Monaco, la Fédération des syndicats de salariés de Monaco, la Fédération des entreprises monégasques... tout le monde est d'accord sur le fond.

Et si tous s'accordent à exprimer, de façon plus ou moins explicite, une inquiétude pour les mois qui suivent octobre, c'est dans la forme qu'ils se distinguent. Ainsi, Christophe Glasser, secrétaire général de l'Union des syndicats de Monaco, souhaite la prolongation du CTTR au-delà

de l'automne : « Après septembre, nous allons rentrer dans une saison compliquée, où les groupes de tourisme d'affaires qui remplissent habituellement les plantings de l'événementiel, manqueront à l'appel. Nous espérons donc que le CTTR sera prolongé au moins jusqu'à la fin de l'année. L'idéal, serait qu'il dure jusqu'à la saison 2021. »

Du côté de la F2SM, on redoute les conséquences de l'arrêt de ces aides gouvernementales : « La prolongation du CTTR est une très bonne chose. Mais tant que ce système est en place, on ne connaît pas vraiment les conséquences de la crise que nous traversons. Une fois que la poussière sera retombée, on verra ce qu'il en est vraiment. » À l'évocation

des plans sociaux en cours chez Monacair et Single Buoy Moorings, qui concernent environ 300 personnes au total, Cédric Lanari, le président de la F2SM est clair : « S'ils licencient malgré le CTTR, c'est un très mauvais signal. Mais encore une fois, on ne connaît pas encore les conséquences réelles de la crise. » Pour prévenir les futurs dégâts, il se veut force de propositions : « Nous sommes favorables à des tables rondes avec tous les partenaires sociaux et le gouvernement. Des idées nouvelles émergeront sans doute. Peut-être qu'on envisagera de modifier les heures sur l'année, par exemple. »

La flexibilité, c'est aussi le point que Philippe Orteali, à la tête du syndicat patro-



Les syndicats redoutent de futurs plans sociaux, comme celui en cours chez Monacair, ou chez Single Buoy Moorings.

(Photo J.-F.O.)

nal Fedem, aimerait voir en œuvre : « Il est nécessaire de maintenir le CTTR dans certains secteurs qui en ont besoin et surtout de permettre aux entreprises, par de nouveaux dispositifs, de s'adapter, par plus de flexibilité à cette situation transitoire, pendant les prochains mois. C'est indispensable. »

L.M.